



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

1^{er} DÉCEMBRE 2020 - PUBLICATION DU BILAN MONDIAL DE L'ACTION CLIMAT 2019-2020 DE L'OBSERVATOIRE CLIMATE CHANCE

LE COVID A-T-IL ACCÉLÉRÉ OU GRIPPÉ LES STRATÉGIES CLIMAT ?

[BILAN DISPONIBLE EN LIGNE ICI](#)

[Venez en apprendre davantage dans les Débats Climate Chance du 1^{er} au 4 décembre](#)



Climate Chance publie la [3^e édition du Bilan mondial de l'action climat](#), véritable panorama de l'action climat par secteur d'émissions

Le Bilan sectoriel analyse les actions de réductions des émissions de gaz à effet de serre, croise les politiques publiques nationales et les stratégies mises en œuvre par les acteurs non-étatiques, les collectivités, les entreprises, etc., avec une attention particulière à leur déclinaison sur les territoires. En 2019, il a suivi les dynamiques et les signaux faibles observés dans les principaux secteurs d'émissions : production d'énergie, transports et mobilité, bâtiments, gestion des déchets et économie circulaire, usage des sols. Comme tous les ans, il s'est également intéressé à des secteurs qu'il avait jusqu'à présent peu analysés : les stratégies de long terme des industriels de l'acier, les prises de conscience ou les simples stratégies marketing dans le monde du textile. Prenant en compte l'année 2020, il analyse également les impacts de la crise du Covid-19 sur les émissions de CO₂, avec cette interrogation, cette crise sanitaire a-t-elle accéléré ou fragilisé les tendances plus structurelles ?

QUELLES SONT LES GRANDES TENDANCES DE NOTRE BILAN SECTORIEL ?
« 2020, UNE ANNÉE HORS NORMES, BOUSCULANT LES TENDANCES OBSERVÉES EN 2019 »

L'intérêt du Bilan annuel Climate Chance est d'abord dans le détail de ses contenus : il synthétise plus de 500 sources (littérature scientifique et grise, actualité, éléments communiqués par les acteurs etc.) pour dresser un panorama des actions climat mises en œuvre sur les 6 continents. Il offre ainsi une lecture quantitative et qualitative de l'évolution des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Ce Bilan de 250 pages, disponible en français et anglais, s'accompagne d'une trentaine de [cas d'étude pays sectoriels](#).



Plusieurs grands enseignements développés dans le Bilan Sectoriel 2020 :

1. La restructuration capitalistique du secteur de l'énergie

Les émissions de CO2 liées à la production d'électricité baissent de 1,3 % en 2019, d'abord grâce à une croissance modérée de l'économie et de la consommation, puis au recul historique du charbon de 3,1 % dans le mix international. La baisse de la demande d'électricité a été absorbée par la réduction des centrales à charbon, et les renouvelables ont bénéficié de leur accès prioritaire aux réseaux. Nous observons un léger changement de cap de la part des entreprises pétrolières dû à des dépréciations majeures en 2019 et 2020, à la chute du prix du pétrole (aggravée par les tensions entre l'Arabie Saoudite et la Russie) et au marché des renouvelables de plus en plus attractif. Leurs investissements dans les technologies bas-carbone ne représentent toutefois qu'1 % de leurs investissements. Les compagnies d'électricité ont fermé plus de capacités basées sur le charbon qu'elles n'en ont ouvert de nouvelles en 2020. Nous observons également les efforts entrepris par les villes et régions pour atteindre une alimentation 100 % d'électricité d'origine renouvelable (58 villes ont atteint cet objectif en 2020), mais également leur poids croissant dans le mouvement de désinvestissement dans les énergies fossiles. La génération d'électricité par les citoyens (autoconsommation et coopératives) progresse rapidement mais leur contribution aux réseaux électriques demeure marginale.

2. La transformation des mobilités et le rôle essentiel des collectivités locales.

Alors que les transports publics dans le monde sont accessibles à seulement 50 % de la population mondiale en 2019 selon l'ONU, la crise met à rude épreuve le modèle économique des transports publics locaux, surtout dans les pays où ces derniers sont informels et privés. Le risque est grand qu'une partie des usagers se reporte sur le transport individuel de manière structurelle. Toutefois, la pérennisation des infrastructures cyclables d'urgence et le soutien à l'usage du vélo laissent espérer un changement de comportement majeur, non seulement en Europe mais aussi dans des villes d'Amérique latine ou d'Asie. Le rapport de pedbikeinfo.org recense par exemple 900 mesures d'urgence prises dans le monde en faveur du vélo en 2020. L'essor des offres de micro-mobilités électriques accompagne cette tendance. La "démobilité" demeure l'angle mort des politiques publiques de transport, que la crise a cependant ravivée : télétravail, densification des services urbains, qui prend la forme de multiples concepts tels que ville du quart d'heure, fait des émules (Portland, Minneapolis, Ottawa, Melbourne, Paris). La marche fait aussi irruption dans les plans de mobilité de grandes villes (Londres, Fortaleza).

3. Désorganisation des efforts de protection des forêts

Tous les rapports d'évaluation convergent vers la même conclusion : les engagements mondiaux ne sont pas tenus et les indicateurs des émissions du secteur sont dans le rouge. Le Bonn challenge, lancé en 2011 par l'IUCN et le Ministère de l'Environnement de l'Allemagne, visait la restauration de 150 Mha à horizon 2020 : seulement 18 % des objectifs ont été atteints. La crise a affaibli les efforts de protection des forêts, tant au sein de pays déjà peu performants comme le Brésil, que dans d'autres qui étaient parvenus à infléchir la courbe de déforestation comme en Indonésie. La pression sur le bois de chauffage s'est accrue dans de nombreux pays du fait de l'effondrement des ressources des populations pauvres. Mais la multiplication des épidémies zoonotiques met en lumière l'effondrement des barrières naturelles et souligne la nécessité de rapprocher les agenda climat, biodiversité et désertification.

4. La judiciarisation croissante de l'action climat avec la multiplication de contentieux climatiques à l'initiative de villes et de citoyens contre des États et des entreprises



Nous observons une multiplication des actions en justice portées par des collectivités ou des ONG contre des États ou de grandes entreprises, non plus seulement pour s'opposer à de grands projets locaux, mais aussi pour contester les stratégies économiques et les trajectoires de transition (Richmond ou New York aux États-Unis, le Jahrkhand en Inde). Nous revenons aussi sur les réponses apportées par les États sur des décisions de justice les enjoignant d'agir. L'annulation de l'extension de l'aéroport d'Heathrow à Londres pour non-alignement avec l'Accord de Paris, puis la décision du Conseil d'État de demander au gouvernement français de démontrer la conformité de ses efforts aux objectifs nationaux à l'initiative d'une plainte de la commune de Grande Synthe marquent un tournant dans le potentiel de contrainte des engagements climatiques internationaux.

5. La possible mise en péril des objectifs climatiques avec le recul d'un certain nombre d'indicateurs socio-économiques clés dans l'atteinte des ODD

Nous observons une inversion depuis la crise sanitaire des tendances à l'amélioration d'indicateurs clés : recul de la pauvreté, de la sécurité alimentaire, de l'accès à la santé, à l'éducation, à l'énergie propre... Le changement climatique peut creuser davantage ces inégalités. Le rebond de l'usage de la voiture individuelle inspiré par la crainte des transports collectifs, et la baisse de l'accès à l'électricité et des investissements hors-réseaux, notamment en Afrique, portent le risque de freiner le ralentissement des émissions de ces secteurs. Globalement la baisse des capacités d'auto-financement, voire des crédits d'aide au développement, fragilisent les capacités à financer la transition.

Ronan Dantec, Président de l'Association Climate Chance : « 5 ans après la COP et à la veille du Sommet Climat de Londres le 12 décembre, notre Bilan sectoriel de l'action climat permet, dans un contexte bouleversé, de faire le point sur l'avancement des stratégies des acteurs par rapport aux objectifs climatiques internationaux »

MISE EN PERSPECTIVE : le Bilan sectoriel 2020 de Climate Chance s'inscrit dans un ensemble de publications de notre **Observatoire de l'action climat non-étatique** créé en 2018 et rassemblant à ce jour 4 Bilans mondiaux annuels : finance, sectoriel, territoires, adaptation ainsi que de nombreux cas d'étude. Climate Chance poursuit ainsi **sa mission d'observer la réalité des actions annoncées, de montrer l'évolution des mobilisations, d'analyser les stratégies des acteurs par rapport aux objectifs climatiques internationaux.**

DOCUMENTS : le Bilan mondial de l'action climat par secteur 2020 et le Résumé pour Décideurs sont **disponibles ici en français et en anglais sur notre site www.climate-chance.org** et mis en valeur lors de notre **série de « Débats Climate Chance » qui se déroulent en virtuel du 1er au 4 décembre 2020.**

CONTACT PRESSE : Virginie Foucault-Rougé, Responsable communication | virginie.foucault-rouge@climate-chance.org | +33 6 11 96 25 10

A PROPOS DE CLIMATE CHANCE : créée en 2015, Climate Chance est la seule association internationale, participant à la mobilisation dans la lutte contre le changement climatique, cherchant à fédérer l'ensemble des acteurs non-étatiques reconnus par la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques – CCNUCC. Son objectif ? Renforcer l'action climat des collectivités locales, des entreprises, de la société civile par la mise en réseau des acteurs et le partage des pratiques, défendre et diffuser des priorités et des propositions communes, et ainsi, contribuer à l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris. **www.climate-chance.org**